



HAL
open science

La coupe du Monde 1978 en Argentine et la gauche française : la question du boycott.

Christophe Batardy

► **To cite this version:**

Christophe Batardy. La coupe du Monde 1978 en Argentine et la gauche française : la question du boycott.. Cahier d'Histoire Immédiate, 2008. hal-02867455

HAL Id: hal-02867455

<https://hal.science/hal-02867455>

Submitted on 14 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

“ La Coupe du Monde 1978 en Argentine et la gauche française : la question du boycott ”

En 1966 l'Argentine fut désignée comme pays d'accueil pour la Coupe du Monde de football de 1978. Le 24 mars 1976 une junta militaire dirigée par le général Videla mit fin à la présidence d'Eva Peron¹. Très vite une formidable répression s'abattit sur les partis d'opposition². Un rapport du secrétaire d'Etat américain Cyrus Vance du 20 novembre 1977 fit état à cette date de 6000 exécutions et de 12 000 à 17 000 disparus³. Malgré cela, de 1976 à 1978, les rencontres qualificatives pour cent six équipes se déroulèrent à travers le monde sans que les autorités politiques et sportives remettent en cause le lieu de compétition de la Coupe du monde. Le général Videla, le premier juin 1978 put donc prononcer le discours lançant la compétition « *C'est en souhaitant, avec l'aide de Dieu, que tous les pays et tous les hommes du monde jouissent de cette paix, que je déclare ouvert le Mondial de football* »⁴ et la Coupe du Monde eut lieu avec la participation de toutes les équipes dont l'équipe de France qui s'était qualifiée lors de son dernier match, le 16 novembre 1977.

Pour le mouvement sportif français cette coupe du monde était un évènement d'autant plus important que la France n'avait pas participé à cette compétition depuis 1966 et que depuis quelques années, le football occupait dans l'Hexagone une place inédite, analysée comme une sorte de "renouveau"⁵. Les «épopées» de Saint-Etienne en 1976, finaliste de la coupe d'Europe des clubs champions, et de Bastia en 1978, finaliste de la coupe UEFA, avaient entraîné une médiatisation importante du football. Les indices d'écoute plaçaient alors les retransmissions télévisées des matches au premier rang⁶ et la France avec 1.300.000 licenciés, était au troisième rang des 146 pays affiliés à la FIFA (Fédération Internationale de Football).

Parallèlement au contexte «purement» sportif, en France, l'année 1978 fut marquée politiquement par les élections législatives qui eurent lieu les 13 et 19 mars 1978. A gauche, le programme commun de gouvernement⁷ était toujours d'actualité malgré la rupture des négociations le 23 septembre 1977 concernant son actualisation. L'enjeu politique était important. C'est du moins semble-t-il ce que pensèrent les électeurs qui se déplacèrent en nombre pour voter. Les taux d'abstention des 12 et 19 mars furent en effet les plus faibles enregistrés pour une élection législative sous la IVème et la Vème République (abstention de 18.75 % le 13 mars et de 15.24% le 19 mars). La gauche légèrement majoritaire en voix lors du premier tour ne le fut plus au second avec d'une part un mauvais report des voix à gauche et d'autre part, à droite, une mobilisation importante, mobilisation animée par la peur pour cet électorat d'un programme commun qui prêtait alors selon Raymond Aron à une «*interprétation révolutionnaire*»⁸. Ces élections furent pour la gauche une défaite aussi inattendue que le fut la victoire à l'élection présidentielle de 1981. Car en 1978 après les élections municipales de 1977 gagnées et malgré la rupture des négociations concernant l'actualisation du programme commun, c'est plutôt la gauche qui avait le vent en poupe, alors que pour la présidentielle de 1981, quelques mois avant, les sondages donnaient la droite gagnante. Dans la mémoire collective la victoire de 1981 a supplanté bien vite la défaite de

¹Présidente depuis le décès de son mari Juan Péron le 1^{er} juillet 1974.

²Olivier Dabène , *l'Amérique au XX ème siècle*, Armand Colin, Paris 1994.

³ Rapport cité par le Monde du 25 Mai 1978.

⁴Libération, 2 juin 1978.

⁵Le Monde, 25 Mai 1978.

⁶Le Monde, 25 Mai 1978.

⁷Le programme commun de gouvernement de la gauche/ Propositions socialistes pour l'actualisation, Flammarion, 1978, 128 p

⁸Commentaire, N°1,1978, p 15.

1978. A gauche cette dernière date est même visiblement oubliée au profit de la victoire aux municipales de 1977⁹.

Dans ce contexte politique de «victoire promise» pour la gauche, durant toute l'année 1978, des voix s'élevèrent pour appeler au boycott de la Coupe du Monde de Football. La France fut le pays où ce mouvement connut le plus d'ampleur.¹⁰ Il était alors animé par le COBA (Comité pour le Boycott de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du Monde de Football). Ce comité lança une pétition à partir de janvier 1978, et organise plusieurs manifestations au mois de Mai. Cet appel, soutenu par les partis d'extrême gauche (LCR, PSU) ne fut suivi ni par les grands partis de gauche PCF et PS, ni par les grandes centrales syndicales (CFDT, CGT, FO, FEN). Malgré un impact important¹¹ cet appel échoua donc puisque l'Equipe de France de Football se rendit Argentine.

Avec le recul du temps il est surprenant que la gauche n'ait pas appelé au boycott de l'épreuve. Dès le 27 Mars 1976 pourtant, tous les partis de gauche et tous les syndicats dans un appel commun dénonçaient «*les mesures anti-démocratiques prises par les militaires argentins, notamment la suppression des partis politiques et des organisations syndicales et l'instauration de conseils de guerre avec procédure d'urgence*».¹²

Alors que les pro boycott insistaient sur l'instrumentalisation de l'épreuve sportive à des fins politiques par la junte afin d'affirmer son autorité sur le plan intérieur et alors qu'il s'agissait d'un pays voisin du Chili si «cher» à la gauche dans les années 1970, celle-ci n'envisagea pas d'appeler au boycott que ce soit avant ou après les législatives perdues. Comme toute fédération, la fédération française de football était sous la tutelle du ministre chargé des sports qui pouvait de ce fait imposer le boycott aux sportifs.¹³

S'agissait-il pour la gauche d'une position électoraliste correspondant à la peur de ne pas être compris par un électorat désireux plus que tout de voir l'équipe de France jouer et qui n'aurait donc pas compris cet appel au boycott ? Mais si tel avait été le cas, et ce dès le mois de mars, après la défaite aux élections législatives, les positions à gauche auraient pu être revues.

S'agissait-il plutôt d'une incompréhension face à la situation politique en Argentine ? La violence était en effet présente bien avant le coup d'Etat de mars 1976. Le péronisme brouillait les cartes pour une gauche française habituée à une lecture droite-gauche. La configuration politique était totalement différente de celle du Chili de la période d'Allende qui servait alors de référence à la gauche française à la recherche elle aussi de l'unité populaire.

Mais il convient d'aller au-delà sans doute, et d'interroger les rapports entre la gauche française et la question des droits de l'Homme en cette fin des années 1970 : période de reflux des idées d'extrême gauche et période où le regard se détourne de l'Amérique du Sud pour se porter vers les pays de l'Est.¹⁴

⁹Interview de François Gèze, animateur du COBA (Comité pour le Boycott de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du Monde de Football) en 1978 et actuel directeur des éditions la Découverte, et Antoine Blanca chargé en 1978 au sein du secrétariat international au PS des liens avec le l'Amérique latine (interviews le 4/12/2007)

¹⁰Marina franco thèse, « Los emigrados políticos argentinos en Francia 1973-1983 », Universidad de Buenos Aires et Université Paris 7, 2006, 1050 p, p 415

¹¹« *Mundial 78 : sur un air de boycott* », La Fabrique de l'histoire France Culture, 3 octobre 2007, et Interview de François Gèze, Paris, Paris 4/12/2007

¹² L'Humanité 27 Mars 1976

¹³ « Loi Mazeaud »,Loi n° 75-988 du 29 octobre 1975,Relative au développement de l'éducation physique et du sport, Titre II, article 11.

¹⁴ Jean François Sirinelli, « *Intellectuels et passions françaises* », 1990, Fayard, 365 p.

I) En France, l'appel au boycott ne touche que l'extrême gauche

La droite en France n'appela pas au boycott en expliquant ne pas vouloir mélanger sport et politique, en laissant les fédérations libres de leur choix. Pourtant la politique n'était jamais loin des enjeux sportifs et l'argumentaire ne résiste pas à l'épreuve de la contextualisation. Jean Pierre Soissons, ministre des sports, qui proclamait sur Antenne 2 le 12 janvier 1978 «*j'irai avec Hidalgo en Argentine et nous gagnerons*»¹⁵ devait revenir sur sa décision. Ni lui ni aucun autre représentant politique ne fit le voyage pour l'Argentine. La mise à distance politique était donc devenue nécessaire compte tenu des informations disponibles sur l'état des droits de l'Homme en Argentine. Pour autant le gouvernement français ne formula pas de condamnation ferme de la junte. Il faut dire que le contexte était peu propice à une telle attitude. En effet les liens militaires entre la France et l'Argentine étaient très forts de par les ventes d'armes mais aussi de par la présence de militaires français affectés auprès de l'état major argentin. Alain Joxe dans une tribune publiée par le Matin de Paris en mai 1978¹⁶ mentionnait que ces militaires servaient de professeurs pour lutter contre la guérilla urbaine en étant animés par «*l'esprit de la bataille d'Alger*». Comment dans ces conditions, appeler au boycott d'une manifestation sportive ? Ajoutons que les remaniements ministériels consécutifs aux élections législatives achevaient de conforter le gouvernement dans une discrète attitude. Maurice Papon secrétaire générale de la préfecture de Bordeaux pendant l'occupation puis préfet de police entre 1958 et 1967 venait d'entrer au gouvernement comme ministre du budget. L'extrême droite française quant à elle, par la voie du Front national¹⁷ disait ne pas souhaiter mélanger le sport et la politique¹⁸ et s'opposa donc au boycott.

Le premier à porter la revendication politique du boycott fut Marek Halter, peintre et écrivain, dans un article publié par le journal Le Monde du 19 octobre¹⁹.

«*Lançons ensemble un appel à tous les sportifs et à leurs supporters qui doivent se rendre en Argentine: Refusez de cautionner par votre présence le régime aussi longtemps qu'il n'aura pas libéré les prisonniers politiques et arrêté les massacres.*» Marek Halter avait été touché personnellement par le drame argentin avec l'enlèvement puis l'assassinat de deux membres de sa famille, sa cousine et son mari.²⁰ Dans sa démarche, il fut rejoint par le journaliste Dominique Duvauchelle (journaliste au service des sports de France 2) qui posa clairement la question «*Irons nous en Argentine ?*»²¹ dès novembre 1978. Mais ces appels restèrent isolés tant que la France n'était pas encore qualifiée. Tout s'accéléra donc après la victoire au Parc des Princes le 16 novembre 1977 contre la Bulgarie. Au mois de décembre 1977, à l'appel du CSLPA «*Comité de soutien aux luttes du peuple argentin*» se mit en place un «*Comité pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du monde de Football*» (COBA). Ce comité, regroupa dès le départ, deux tendances : d'une part des militants d'extrême gauche avec le soutien de certains journaux tels que Rouge (journal de la Ligue communiste), Libération, le Quotidien du peuple, et d'autre part des militants issus de la revue Quel Corps, militants attachés à la critique radicale du sport.

¹⁵Le Monde, 14 janvier 1978.

¹⁶Alain Joxe, «*Un laboratoire de technique répressive*», Le Matin de Paris, 17 mai 1978.

¹⁷0,8% des suffrages exprimés au premier tour des élections législatives de juin 1981.

¹⁸Affiche du Front national sur le site «*we're football*»

¹⁹Le Monde 19 octobre 1977, page 9.

²⁰Le Monde 22 Août 1977, «*La barbarie à nos portes*».

²¹Le monde 3 novembre 1977, page 15, rubrique Sports

Le COBA lança officiellement l'appel au boycott lors d'une conférence de presse qui eut lieu le 12 janvier 1978 à l'Hôtel Moderne place de la République en présence de Mark Halter. Selon ses organisateurs et tel qu'il l'écrivait dans la pétition, la Coupe du Monde est pour la junte un « *instrument de son régime de terreur* » qui devait lui servir à « *restaurer son image internationale ternie* » et à « *renforcer sa cohésion interne* ». C'est pourquoi le boycott apparaît aux organisateurs comme « *la seule réponse conséquente et responsable* ». ²²Le COBA ²³ essaya de mobiliser les sportifs, les hommes politiques, et de manière plus large, l'opinion. Pour les organisateurs du comité il n'était pas possible que l'Equipe de France puisse jouer à « *...800 mètres du pire centre de tortures du pays...C'est en effet la distance qui sépare le stade de River Plate, où doivent se dérouler plusieurs matchs de la coupe du Monde, de l'escuela de Mecanica de la Armada siège du sinistre grupo de tareas 3-3 véritable gestapo argentine ...* » ²⁴. Cette évocation de la proximité géographique entre le stade et le principal lieu de torture, connut un certain succès médiatique qui est à mettre à l'actif du COBA. « *C'est une idée à nous* » constate F Gèze animateur du COBA trente ans plus tard ²⁵. Elle fut largement reprise par la presse ²⁶. Très vite le COBA essaya d'associer à son appel les syndicats et partis de gauche, avec un appel à une réunion le 8 mars envoyé à toutes les forces politiques de gauche mais cela fut un échec ²⁷.

Le COBA et les mouvements signataires de l'appel, appelèrent à des manifestations dont la plus importante eut lieu le 31 mai avec 8000 participants à la veille du début de la compétition. Celle du 23 mai, jour du départ de l'Equipe de France pour l'Argentine, avait été interdite comme celle du jeudi 25 mai sur la Canebière à Marseille. Les comités locaux du COBA, environ 200, organisèrent entre janvier et juin 1978, un millier de réunions publiques partout en France dont certaines animées conjointement avec les grandes centrales syndicales. L'Epique, journal pastiche de l'Equipe fut édité à 120 00 exemplaires pour les numéros 3 et 4 sur l'Argentine. La pétition d'appel au boycott récolta 150 000 signatures qui furent déposées au Quai d'Orsay. Une liste de signataires fut publiée dans le journal Le Monde daté du 19 et 20 février 1978. Parmi eux on trouve des dirigeants de la LCR (Daniel Bensaid, ou Alain Krivine) et du PSU (Michel Mousel, Victor Leduc) ainsi que des signatures sans mention d'appartenance politique dont celles de Gisèle Halimi, Jean Lacouture, Louis Aragon (adhérent alors du PCF sans que cette appartenance soit précisée). Dans cette liste cohabitent des politiques et des intellectuels et des chômeurs, des signatures médiatiques et d'autres beaucoup plus anonymes donc. Le COBA afficha ainsi ostensiblement qu'il n'avait pas peur contrairement à ce qu'à révélé JF Sirinelli dans son étude sur les pétitions au XXème siècle (pétition du COBA qu'il ne mentionne pas par ailleurs) de « *dévaluer l'appel par la publication de signatures par trop plébéiennes* » ²⁸. Dans l'édition du Monde du 30 avril fut également lancé un appel des organisations françaises et européennes. On relève que le COBA n'est plus un comité mais un collectif regroupant 84 COBA locaux. Toute l'extrême gauche française signa cet appel.

Le COBA ne parvint pas à empêcher le départ de l'équipe de France de football pour l'Argentine même s'il est vrai que les organisateurs ne se faisaient guère d'illusions ²⁹.

Mais la campagne a servi de caisse de résonance pour faire parler de la question des droits de l'Homme en Argentine. Sans cet appel, les médias n'en auraient pas autant parlé. Tirant le

²² « *Appel pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du Monde de Football* », Le Monde 19 février 1978.

²³Archives du COBA, la BDIC à Nanterre, F°Δ1831

²⁴Pétition lancée par le COBA, janvier 1978, publiée dans Le Monde des 19 et 20 février 1978.

²⁵« *...C'est une idée à nous...* », interview de François Gèze, le 4/12/2007

²⁶Le Monde 25 Mai 1978, page 30.

²⁷Archives du COBA, la BDIC à Nanterre, F°Δ1831, carton 5

²⁸« *Intellectuels et passions françaises/ Manifeste et pétitions au XXème siècle* », Editions Fayard, 1990, 365 p.

²⁹Le Monde, 14 janvier 1978, page14.

bilan de leur mouvement, peu de temps après la coupe du Monde, les animateurs du COBA jugèrent leur action positive³⁰. Ils estimèrent avoir eu raison car selon eux le déroulement de la coupe du monde les avait confirmés dans leur analyse. D'une part parce qu'il y a bien eu collusion entre sport et politique : des pratiques frauduleuses ont existé comme le match truqué avec le Pérou, ou bien encore le carnaval « populaire » devant l'hôtel des brésiliens avant leur match contre l'Argentine pour les « fatiguer ». Parce que, d'autre part, il n'a pas été possible sur place de faire quoique ce soit à l'instar des joueurs français (celui qui se mit le plus en avant fut Dominique Rocheteau) et de leur entraîneur Michel Hidalgo qui n'ont pas pu obtenir des nouvelles des français disparus.³¹ Pour l'autre tendance du COBA, la revue *Quel corps*, cet échec mit en évidence que le mot d'ordre n'avait pas été entendu parce qu'il « mettait finalement en péril la notion même de sport de compétition »³².

Parallèlement au COBA, d'autres initiatives furent prises au sujet de cette coupe du monde. Initiatives qui eurent un fort retentissement médiatique. Le philosophe Bernard Henri Levy se rendit en Argentine et tenta de s'approcher des joueurs dans leur hôtel « l'Hindu Club » mais il ne parvint qu'à discuter avec Michel Hidalgo à l'ambassade.³³ Des liftiers refusèrent de porter les bagages de généraux argentins à leur arrivée à l'hôtel Meurice à Paris ce qui entraîna leur mise à pied immédiate.³⁴ On relèvera également, le 23 Mai, la tentative d'enlèvement de Michel Hidalgo, sélectionneur de l'Equipe de France de Football, par des opposants à la participation de l'équipe de France à la coupe du Monde.³⁵

Pour les organisateurs du COBA leur action fut un succès. C'est ainsi du moins qu'ils l'analysèrent sur le coup (bilan dans les archives du COBA) mais aussi rétrospectivement trente ans après comme nous l'indique dans un entretien, François Gèze (entretien du 4/12/2007). L'action du COBA réussit à créer un mouvement d'opinion mais cela ne fut pas suffisant pour aller au-delà. Les partis de gauche ne se joignirent pas à l'appel alors qu'à priori ils étaient peu enclins à soutenir une junte militaire de droite.

II) La gauche du programme commun et le Boycott

Pour la gauche française, l'année 1978, devait donc être l'année de la victoire aux élections législatives, malgré la rupture en septembre 1977 des négociations concernant la réactualisation programme commun. Cette réactualisation était proposée par le PCF depuis le 31 mars 1977. Des désaccords subsistaient principalement entre lui et les deux autres partenaires: socialistes et radicaux de gauche. Les communistes en effet réclamaient sur le plan politique une diminution des pouvoirs du président de la république et sur le plan économique une augmentation du champ des nationalisations³⁶.

La querelle était alors si vive que même la question des désistements ne fut réglée qu'entre les deux tours. Le PCF laissa planer le doute quant à ses intentions. Le 7 février 1978 Georges Marchais déclarait en effet sur un ton provocateur « *La discipline républicaine c'est un peu vieillot, c'est du passé.* »³⁷. Pourtant lors du second tour des législatives si les reports des voix

³⁰Archives du COBA, la BDIC à Nanterre, F°Δ1831

³¹Archives du COBA, la BDIC à Nanterre, F°Δ1831

³²Michel Beaulieu, Jean-Marie Brohm et Michel Caillat, *L'Empire football*, Questions Clefs, n° 3-4, Paris, E.D.I., 1983.

³³Le Matin de Paris, 1 juin 1978 page 23

³⁴Le Monde 30 mai et 1 juin 1978.

³⁵Le Matin de Paris, 25 Mi 1978, interview des auteurs du rapt

³⁶*Crises et alternances*, page 138, Jean jacques Becker 1974-2000 nouvelle histoire de la France contemporaine , 2002

entre le parti socialiste et le parti communiste furent très mauvais³⁸ à l'inverse les électeurs communistes reportèrent facilement leur suffrage sur le candidat socialiste arrivé en tête de la gauche au lendemain du premier tour. Dans l'électorat communiste la soif d'union de la gauche était sensiblement plus forte.

Pour la plupart des analystes la responsabilité de la rupture est portée par le PCF³⁹. L'historien Jean Jacques Becker nuance néanmoins et analyse plutôt une opposition entre un PCF qui veut accélérer les mutations au fur et à mesure de la crise économique de plus en plus importante et un le PS pour lequel la crise « *oblige à limiter les ambitions* »⁴⁰ en matière économique et sociale. C'est cette opposition entre ces deux logiques qui serait selon lui la cause de la rupture. On ne peut malgré tout, écarter l'idée d'un réflexe de survie de la part du PCF qui a vu augmenter l'audience électorale du PS lors des précédents scrutins, que ce soit lors des élections législatives partielles de l'automne 1974, des élections cantonales de 1976 et même des élections municipales de 1977. Pour le PCF, même si les élections municipales de 1977 sont un succès avec le gain de 22 villes de plus de 30000 habitants, et même si « *le communisme municipal est plus que jamais un des éléments fondamentaux de la puissance du PCF* »⁴¹ il perd alors la prééminence à gauche au profit de son partenaire le PS.

Dans ce contexte de politique intérieure qui mobilisait très fortement les militants et les appareils, les partis politiques de gauche durent se positionner à maintes reprises par rapport à l'appel du COBA. De novembre 1977 à juin 1978 même si il n'y eut pas d'appel au boycott des principales forces de gauche, il n'y eut pas, néanmoins, de « *calme plat silencieux* » contrairement à ce qu'indique plusieurs années après François Gèze⁴² alors un des responsables du COBA. L'arrivée au pouvoir de la junte en Argentine eut lieu trois ans après le 11 septembre 1973 au Chili. L'écho provoqué alors par l'assassinat dans son palais de la Moneda (en fait il se suicida) du président socialiste Allende fut considérable au sein de la gauche française car cette expérience chilienne joua un effet de miroir. L'unité populaire regroupait au Chili toute la gauche y compris les communistes avec quatre ministres au gouvernement ce qui préfigurait pour la gauche en France ce qui devait se réaliser en cas de victoire électorale.

Le coup d'Etat en Argentine ne rencontra pas le même écho que celui de Pinochet au Chili. Certes au lendemain du 27 mars 1976 dans un communiqué commun, le Parti radical de gauche, le PCF, le PS, le P.S.U, la C.F.D.T, la C.G.T, et la FEN. « *dénoncent aujourd'hui les mesures antidémocratiques prises par les militaires argentins, notamment la suppression des partis politiques et des organisations* »⁴³. Mais ce fut le seul appel commun concernant l'Argentine. Par la suite en effet les analyses divergèrent.

³⁷*Crises et alternances*, page 138, Jean Jacques Becker 1974-2000 nouvelle histoire de la France contemporaine, 2002

³⁸Ce fut le cas pour le député communiste Henri Fizbin à Paris qui perd son siège alors que le total des voix de gauche du premier tour le donnait largement gagnant.

³⁹Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du parti communiste*, T III (1972-1982), Paris, Fayard, 1982, 544p.

⁴⁰*Crises et alternances*, Jean Jacques Becker 1974-2000 nouvelle histoire de la France contemporaine, 2002, p 142.

⁴¹*Histoire du Parti Communiste français*, Stéphane Courtois Marc Lazar, 2^{ème} édition mise à jour, octobre 2000, PUF, paris

⁴²François Gèze, France Culture, le 3 octobre 2007

⁴³L'Humanité 27 mars 1976.

II) 1 Le Parti Communiste Français et le boycott : une analyse à part

Dès le 26 mars 1976, le PCF établissait un parallèle entre la situation au Chili et la situation vécue par l'Argentine en parlant d'un « *Pinochet satisfait* ». ⁴⁴ Mais dès le 29 mars l'analyse du PCF n'était plus la même. Le parti semblait faire siennes les positions du Parti Communiste Argentin (PCA). Celui-ci déclarait alors être dans l'expectative tout en sachant gré à la junte d'avoir affirmé dans des premières déclarations « ... *le respect de la fidélité à la démocratie représentative, la revitalisation des institutions constitutionnelles, la réaffirmation du rôle de contrôle de l'Etat...* » ce qui « ... *coïncide avec certaines propositions du PCA...* ». Le PCA préconisait donc un « ... *accord national...* » ⁴⁵. La position officielle du PCA était alors que le nouveau gouvernement était un moindre mal en comparaison avec ce qu'avait été la période du péronisme sous Eva Peron, avec une violence d'extrême droite et d'extrême gauche. C'est donc la position du moindre mal qu'a défendu le PCF. Ainsi dans l'Humanité du 8 Mars 1977, un an après le coup d'Etat, le PCF reprit à nouveau les positions du PCA « ... *Nous avons dit en d'autres occasions que l'alternative était entre une démocratie rénovée et un coup d'Etat à la Pinochet qui, s'il triomphait, plongerait le pays dans l'horreur fasciste. Nous considérons de notre devoir d'alerter, une fois de plus sur le risque couru...* ». La thèse était claire : le « pinochetisme » n'avait pas encore gagné et le général Videla était enclin au « ... *dialogue créateur...* » alors que « ... *les éléments les plus réactionnaires ...conspiraient en vue d'un nouveau coup d'Etat* » ⁴⁶. Le pire était encore possible selon le PCF!

Dès le lendemain de la qualification de la France de football, G.Marchais le 17 novembre rencontra à leur invitation l'ensemble des journalistes sportifs. L'Humanité rendit largement compte de ce qu'elle considéra comme un événement. Bien entendu le fait que cette rencontre ait eu lieu au lendemain de la qualification offrait du relief aux propos de G Marchais. Celui-ci interrogé sur la question du boycott précisa alors « ... *Nous n'avons pas discuté de ce problème. Je vais vous donner toutefois mon opinion...si la prochaine coupe du monde de football devait se dérouler en Afrique du Sud je dirais non...Mais quand on pose le problème des libertés, de leur mise en cause ainsi que des droits de l'homme dans certains pays, je pense qu'il faut faire très attention car hélas ! On risquerait, à l'Est comme à l'Ouest de ne pas aller dans beaucoup de pays. Nous communistes, estimons que ces droits et libertés doivent être défendus partout quand ils sont mis en cause, aussi bien dans un pays socialiste que dans un pays capitaliste. Si l'on suivait cette voie, au lieu d'un rapprochement international des sportifs nous irions vers un écartèlement. C'est pourquoi je défendrai l'idée que la France doit aller en Argentine...* ». L'opinion personnelle du secrétaire générale était celle du du PCF durant les six mois qui précédèrent la Coupe du Monde. Devant l'ampleur prise par l'appel au boycott les communistes furent amenés à prendre position à plusieurs reprises.

Suite à l'enlèvement de deux religieuses françaises en décembre 1977 ⁴⁷, événement largement médiatisé, le PCF condamna lui « ... *toutes les atteintes aux droits de l'homme d'où qu'elles viennent...* » ⁴⁸. Le PCF ne mettait pas en cause directement la junte et condamnait toutes les violences. Les communistes analysaient ainsi la situation comme étant identique à celle qui suivit le retour de Peron, puis la présidence de son épouse Eva Peron, avec des affrontements entre d'un côté les Montoneros (péronistes) et les militants de l'ERP (Armée révolutionnaire du peuple) de tendance trotskyste, et d'autre part l'armée mais aussi des

⁴⁴L'Humanité, 26 mars 1976.

⁴⁵L'Humanité, 29 mars 1976.

⁴⁶L'Humanité, 8 mars 1977

⁴⁷Le Matin de Paris, 14 décembre 1977

⁴⁸L'Humanité, 13 décembre 1977.

groupes para militaires d'extrême droite comme l'Alliance Argentine Anti-communiste (La Triple A) fondée par José Lopez Rega conseiller de la présidente.

Dans un message adressé au PCA pour le soixantième anniversaire de sa création, le PCF publia le 6 janvier 1978 un communiqué dans lequel il indiquait « *Nous soutenons les efforts des communistes et des démocrates argentins, pour que soit mis un terme au terrorisme d'extrême droite et d'extrême gauche, pour que soient libérés les détenus politiques, pour que les autorités fassent réapparaître les disparus, pour que leurs familles soient aidées. Nous soutenons les actions toujours plus massives et résolues de la courageuse classe ouvrière d'Argentine, de tous les patriotes civils et militaires, laïques ou religieux, qui sont l'avenir du Pays et qui refusent l'image d'une Argentine irrémédiablement destinée à un régime d'exploitation brutale et d'oppression sanglante.* ».⁴⁹

Concernant l'appel au boycott le PCF se positionna sans ambiguïté contre l'idée du boycott qui devint très vite une nouvelle pierre de discorde entre les deux principaux partenaires du programme commun. Guy Hermier en charge des sports au PCF dénonça le 12 janvier dans un article appelé « *La vraie solidarité* » les positions de Lionel Jospin et de Gaston Deferre « *qui veulent que la Coupe du Monde ait lieu ailleurs...Ce n'est pas aux coterie parisiennes mais au peuple argentin à déterminer ce qui est bon pour son combat...* » « *le peuple argentin nous demande d'apporter un soutien politique au combat qu'il mène contre le complot qui au sein même de l'armée et du gouvernement, tend à faire sombrer le pays dans le fascisme. Il craint par dessus tout l'isolement et l'oubli (...)* Dans ces conditions proposer le boycottage du Mondial relève de l'irresponsabilité ou de la manoeuvre. »

Le lendemain dans l'Humanité⁵⁰ furent critiqués ceux qui venaient de se réunir pour revendiquer le boycott (c'est-à-dire le COBA même si ce nom n'apparaît jamais dans ce journal). Les organisateurs étaient accusés « *d'agir plus par anti-communisme que par souci des droits de l'homme* » alors que tous les Argentins auraient été plutôt favorables à un « *Venez et aidez nous !* ». Le journaliste insista, qui plus est, sur l'absence d'argentins parmi les organisateurs du COBA. Dans sa thèse sur les exilés argentins⁵¹, Marina Franco explique ce phénomène comme étant en partie dû au positionnement par rapport à la question du boycott des principaux partis d'opposition argentins. Ceux-ci étaient contre . M Juan Guelman porte parole pour l'Europe du mouvement Montonero dans une conférence de presse tenue à Paris le 13 janvier déclarait « *...nous préférierions pour notre part que des journalistes nombreux puissent aller en Argentine avec la volonté de décrire également à cette occasion ce qui se passe en dehors des stades...* ».⁵²

Cette formule du « *Venez et aidez nous !* » qui fut souvent reprise par le PCF et qui servit de formule incantatoire dans les colonnes de l'Humanité, apparut pour la première fois dans l'édition du 22 décembre 1977 à l'occasion d'un appel du scientifique argentin le docteur Emmanuel Levin qui, en réponse à des collègues français favorables au boycott du congrès international de cancérologie prévue du 5 au 12 octobre à Buenos Aires, lança cet appel.

La position du PCF était donc qu'il fallait aller en Argentine pour parler de la situation car ce sont les argentins qui le souhaitaient. Le 18 mai ⁵³le journaliste Jean Claude Grivot dans l'Humanité mentionnait « *des campagnes anti-sportives et contre les grandes manifestations qui se développent dans certains cercles gauchistes comme dans les milieux réactionnaires* »

Pour mieux dénigrer les positions politiques à sa gauche, le PCF mettait sur le même plan les gauchistes et la droite voir l'extrême droite. Or comme nous l'avons déjà vu ceux ci ne défendaient absolument pas des positions favorables au boycott.

⁴⁹ L'Humanité , 6 janvier 1978.

⁵⁰ L'Humanité, 13 janvier 1978.

⁵¹ Marina franco thèse, « Los emigrados políticos argentinos en Francia 1973-1983 », Universidad de Buenos Aires et Université Paris 7, 2006, 1050 p

⁵² Le Monde 15/16 janvier 1978

⁵³L'Humanité, 18 mai 1978.

Le 19 Mai par la voix de Guy Hermier, le PCF réaffirma sa conception d'une solidarité efficace qui ne passait pas par le boycott même si il précisait «*si l'ensemble des organisations démocratiques l'avaient souhaité, le PCF aurait été partisan du boycottage*». ⁵⁴ Cette déclaration est étonnante car à cette occasion en contradiction avec ce qui avait été annoncé précédemment. On apprend ainsi que le PCF aurait pu être favorable au boycott alors qu'il l'avait toujours considéré comme irresponsable et impensable.

Si en mars 1976 le coup d'état était considéré comme un coup d'état d'extrême droite à l'instar de ce qui s'est passé au Chili ensuite, le discours changea et se calqua sur celui du PCA. La junte aurait dès lors été un moindre mal pour éviter le fascisme. Les archives du PCF à Bobigny gardent peut-être la trace de débats au sein du parti. A travers la façon dont fut traitée la question de l'Argentine il semble néanmoins qu'il y ait eu tout simplement un alignement sur les positions du PCA et donc sur Moscou. Pour Alberto J. Pla ⁵⁵ en effet «*il est impossible d'étudier les politiques des partis communistes latino américains sans les mettre en parallèle avec les différentes phases de la politique soviétique*». A l'époque l'Argentine était le premier partenaire commercial de l'URSS en Amérique Latine. A l'ONU l'URSS en Mars et en Août 1977 s'opposa par deux fois, au sein de la commission des droits de l'Homme, à une condamnation de l'Argentine et à toute enquête sur son territoire.⁵⁶ En 1980, l'Argentine refusa de se joindre à l'embargo sur les ventes de céréales demandé par le président des Etats Unis Jimmy Carter.

En matière de relations internationales il est certain également que tous les hommes politiques et les dirigeants du PCF au premier chef avaient en tête que les jeux olympiques d'été devaient se tenir deux ans plus tard à Moscou. C'était alors la première fois qu'un événement de cette importance devait avoir lieu dans un pays socialiste. Le camp socialiste avait bien entendu peur que le boycott de la coupe du monde de football pour cause de non respect des droits de l'homme, ne serve de prétexte au boycott deux ans plus tard des Jeux Olympiques de Moscou par le camp occidental.

Dans la dernière image du film d'Andres Wodd «*Mon ami Machuca*»⁵⁷ le réalisateur nous montre la une d'un journal chilien en novembre 1974. Le journal mentionne le refus par l'URSS de venir jouer un match à Santiago, match qualificatif à l'époque pour la coupe du Monde. Cela coûta à l'équipe russe son billet pour la Coupe du Monde en RFA la même année. A l'époque ce geste fut salué par le PCF comme un geste de solidarité internationale.«... *l'URSS sort grandie de cette triste affaire en ayant manifesté sa solidarité envers les victimes des bourreaux chiliens...* ».

Cet événement n'est jamais mentionné dans l'Humanité de novembre à janvier 1978.

⁵⁴L'Humanité 19 mai 1978

⁵⁵*La politique des partis communistes latino américains*, Alberto J. Pla, In matériaux pour l'histoire de notre temps, Regards sur l'Amérique Latine 1945-1990, Avril Juin 1999, 56 pages.

⁵⁶Le Monde 19 octobre 1977.

⁵⁷«*Mon ami Machuca*» d'Andrés Wood, 2005.

II) 2 Le Parti Socialiste et le reste de la gauche

Claude Estier écrit dans l'Unité (l'hebdomadaire du PS), à l'ouverture de la Coupe du Monde «*Il y a cinq ans, après avoir assassiné la démocratie, c'est au stade de Santiago que Pinochet a installé son premier camp de concentration*»⁵⁸.

Très vite après le coup d'Etat, le PS dénonça les atteintes aux droits de l'homme et les articles dans l'Unité⁵⁹ furent nombreux à traiter cette question.

La différence sur ce point est notable avec le PCF. Le PS en effet ne partagea pas l'analyse de l'existence d'une opposition entre les pinochetistes et les non pinochetistes.

Les archives du PS⁶⁰ tout comme les différents communiqués de presse ou interviews dessinèrent très vite la position du Parti. C'est Lionel Jospin en tant que secrétaire aux relations internationales et tiers monde depuis le congrès de Nantes de 1977 qui parlait au nom du PS de la situation en Argentine. Très vite, et sans nul doute sensibilisé par Marek Halter⁶¹, le PS s'engage dans une campagne pour que la Coupe du Monde ait lieu ailleurs qu'en Argentine avec l'idée qu'une prise de position contre la participation de l'Equipe de France à la Coupe du Monde serait mal comprise. Dans un courrier adressé à Hubert Dubedont député et maire de Grenoble, Yves le Bas, assistant au secrétariat international, réaffirma la position du PS qui était de ne pas «...s'associer au boycott lancé par le COBA...».⁶²

Dans une interview donnée au Matin de Paris le 23 décembre 1977, Lionel Jospin indiquait qu'à six mois de la Coupe du Monde il était possible de déplacer le lieu de l'épreuve mais que la solution de repli serait d'utiliser le voyage comme «...*caisse de résonance*...».

Lionel Jospin dans cette même interview critiquait la position de Marchais qui au lendemain de la victoire de la France contre la Bulgarie, le 17 novembre, s'était «...*à titre personnel*...» prononcé directement contre le boycott.

Lionel Jospin répondit également le 31 janvier dans le Matin de Paris à l'article de Guy Hermier du 12 janvier dans l'Humanité dans lequel celui-ci qualifiait l'appel au boycott d'acte «*irresponsable*».⁶³ Dans cette réponse Lionel Jospin mentionna également un article dans l'Humanité Dimanche du 27 octobre 1976 qui titrait «*l'Argentine n'est pas le Chili*» alors qu'au contraire selon Jospin le PS n'avait «...*jamais cédé au mirage de la prétendue tendance libérale*». On peut remarquer que cette prise de position de Lionel Jospin ne peut être considérée comme une réponse sur l'opportunité d'un appel au boycott, car le PS ne s'était jamais prononcé pour et donc en aucun cas ne pouvait se sentir visé par les attaques du PCF. Quelques soient les interviews à ce sujet, jamais Lionel Jospin n'indiqua ce qu'aurait été la position du gouvernement français en cas de victoire de la gauche en mars.

C'est F Mitterrand alors premier secrétaire en février 1978 qui répondit sur ce point. Il indiqua en effet dans une interview devant les journalistes sportifs «*Les dés sont jetés. Il n'est pas question de priver l'équipe de France de sa qualification. Je ne voudrais pas désavouer mes amis qui ont pris des positions hostiles à la participation, ils ont leurs raisons. Mais personnellement je pense que notre équipe étant préparée à cette compétition qui enthousiasme des millions de jeunes nous devons accepter l'échéance. Cependant au cas où un gouvernement de gauche serait au pouvoir en juin, il donnerait des instructions très*

⁵⁸ L'Unité (hebdomadaire du PS) 2 juin 1978, éditorial de Claude Estier.

⁵⁹ L'Unité : consultation en ligne de l'ensemble des numéros depuis le n°75 de septembre 1973 (<http://www.jean-jaures.org/BDDunite/unitefire.htm>)

⁶⁰ Fondation Jean Jaurès, 612 RI 16. Dossier boycott coupe du Monde

⁶¹ Ibid - Dans les archives du PS, plusieurs notes écrites par Lionel Jospin mentionnent les contacts directs qu'il a avec Marek Halter dès l'automne 1977. D'autres notes écrites semblent indiquer également que cette question n'est traitée qu'entre F. Mitterrand alors premier secrétaire et L. Jospin

⁶² Ibid 61

⁶³ L'Humanité du 12 janvier 1978)

claires à la délégation française afin qu'elle ne se mêle pas, de près ou de loin, à toute réception ou manifestation qui pourrait laisser croire à une quelconque collusion avec le régime argentin. Je ne suis pas sûr que, si la majorité restait au pouvoir, elle exprimerait les mêmes réserves ...»⁶⁴ Au cours d'autres interviews ou conférences de presse F. Mitterrand n'abordera plus jamais la question de l'Argentine.⁶⁵

Cette interview est donc importante : on notera tout d'abord l'utilisation du « ... personnellement... » qui n'est pas sans faire écho avec les déclarations de G Marchais déjà mentionnées, qui se prononça lui aussi à titre personnel en faveur de la participation. D'autre part il est question d'«...amis favorables au boycottage...». Il est difficile de savoir qui sont ces amis dont il est question. Ce qui est certain c'est qu'il ne pouvait s'agir de dirigeants du PS car aucun d'entre eux ne prit position en faveur du boycott en signant l'appel du COBA. Le 10 Mai à trois semaines du début de l'épreuve, le PS adopta un communiqué⁶⁶. Il n'y eut pas alors d'appel au boycott mais la demande à ce que la France ne participât « pas à une opération politique au service d'un régime terroriste en envoyant sans condition l'équipe nationale à Buenos Aires »

Dans les archives il n'y a pas de traces de débat au sein des comités directeur du PS⁶⁷. Lors de celui qui précède la Coupe du Monde le 27 Mai, les seuls sujets abordés sont l'Afrique (rapport de L Jospin) et les radios libres. Il n'y a pas non plus d'évocation de cette question dans Allo PS⁶⁸ le jour du début de la coupe du Monde, et rien à la fin de l'épreuve.

L'article du Monde datée du 25/26 juin de Pierre Bercis, adjoint au maire socialiste de Parthenay, président du « Club des Droits Socialistes de l'Homme » à la veille de la finale revêt pour le coup un caractère particulier. Il dénonce en effet la «...soupe du Monde...» et la peur qu'auraient eu les partis de gauche à opter pour un boycott de la coupe du Monde. Mais cette prise de position rappelons le est minoritaire. Très rares en effet furent les élus socialistes qui prirent une position différente de celle de leur parti. Ce fut néanmoins le cas des élus PS au conseil municipal de Vitry qui déclarèrent être favorables au boycott de la Coupe du Monde (Mai 1978)⁶⁹ tout comme le bureau fédéral du PS du Vaucluse qui se joignit également à l'appel⁷⁰. Au PS la question de l'opportunité de se joindre à la campagne de boycott n'a semble-t-il pas fait l'objet du moindre débat. Aucun des dirigeants du PS n'ayant signé l'appel il semble donc qu'il y ait eu consensus à partir de la position défendue par le secrétariat international. La défaite électorale aux législatives ne changea rien. Le PS ne semble pas avoir adopté une position par opportunisme politique, par peur de perdre un électorat de «footeux» mais tout simplement parce que le boycott ne pouvait pas se concevoir en matière d'acte politique.

Les confédérations syndicales adoptèrent les mêmes positions que les partis politiques. Répondant au courrier adressé par le COBA pour la réunion du 12 janvier 1978, la CFDT par l'intermédiaire de Jean Bourhis secrétaire confédéral CFDT «...estime tout à fait irréaliste de s'engager dans une campagne pour un tel boycott».⁷¹

⁶⁴ L'Equipe le 18/02/1978, interview de F Mitterrand devant l'U.S.J.SF.

⁶⁵Conférence de presse le 11/12/1978 club de la presse le 8/01/1978, club de la presse le 16 Mars (fonds François Mitterrand / Fondation Jean Jaures) , le Monde du 23/02/1978- interview de F Mitterrand

⁶⁶ L'Unité 19/25 mai 1978

⁶⁷ (comités directeur du 13 janvier, 8 février, 28 avril, et le 27 mai)

⁶⁸ Collection Allo PS / Fondation Jean Jaurès. ALLO PS, bulletin quotidien d'information du PS (1976-1979) qui reproduisait les messages enregistrés et diffusés quotidiennement sur le répondeur du Parti Socialiste.

⁶⁹Archives du COBA, carton (3), (1),(4) BDIC/ Source : F° 1831

⁷⁰ N° 9 de Quel corps (mai 78)

⁷¹ Archives du COBA, BDIC

La CGT se prononça au mois de février contre le boycott par la voix de M André Allamy en indiquant qu'il y avait mieux à faire : «...*les démocrates et syndicalistes argentins nous ont fait savoir qu'il était utile qu'à l'occasion de la coupe du monde nous fassions connaître la réalité de ce régime des généraux...*»⁷² Le SNEP syndicat d'enseignants estimait dans un communiqué en mars 1978, que le boycott n'apparaissait pas comme un moyen à retenir.⁷³ Néanmoins quelques sections syndicales furent à contre courant. C'est le cas surtout à la CFDT alors que les appels de syndicats de la CGT sont quasi inexistant, à l'exception du syndicat CGT des correcteurs. Ainsi les enseignants du SGEN (CFDT), de la fédération service interco CFDT,⁷⁴ de la section CFDT du centre d'études nucléaires de Saclay soutinrent l'appel. On trouve également parmi les signataires⁷⁵, le SNEP 36, les FEN 36 et 64. Mais au bout du compte, aucune des trois principales centrales syndicales CGT, CFDT, FEN n'appela au boycott. Le monde syndical partie prenante à l'époque de l'expérience du programme commun (la CGT, la CFDT et la FEN appelant à voter pour le programme commun), ne se démarqua pas de la position adoptée contre le boycott par les partis politiques.

III) La gauche et l'Argentine mars 1976-juillet 1978 : des idées politiques aux droits de l'homme ?

Les positions du PCF et du PS ne furent pas identiques mais finalement nul ne soutint l'appel au boycott . Ceci peut paraître rétrospectivement étonnant si l'on se situe dans le contexte international de l'époque et des liens politiques à gauche entre l'Amérique du Sud et l'Europe. Il s'agit en effet d'un continent qui joue alors le rôle d'un miroir pour la gauche française. En 1970 Allende accéda au pouvoir et engagea le Chili dans la construction du socialisme. F Mitterrand nouveau premier secrétaire du PS après le congrès d'Epinau de 1971, effectua sa première visite à l'étranger au Chili. La fin tragique de l'expérience chilienne le 11 septembre 1973 marqua la gauche et les exilés chiliens furent accueillis les bras ouverts sur le territoire français . La dictature de Pinochet fut du reste tout de suite condamnée, celui ci incarnant même l'archétype du dictateur d'extrême droite. En 1978, dans le *programme commun actualisé* proposé par le PS il est précisé qu'il est nécessaire de «*rompre les relations diplomatiques avec le Chili*»⁷⁶ sans que d'autres dictatures soient mentionnées.

Mais pour la gauche en 1978 l'Argentine n'était pas le Chili. Les expériences politiques de 1945 à 1976 y furent totalement différentes surtout à travers le phénomène du péronisme et son rejet du marxisme. La situation était donc difficilement compréhensible pour les militants de gauche en France. L'Argentine était ainsi un « *...pays qui échappe au découpage habituel* »⁷⁷. Si le Chili représentait pour la gauche française le modèle habituel, celui d'une unité populaire des forces de gauche, il n'en était pas de même pour son voisin. En Argentine, les notions de gauche et droite y étaient brouillées par le péronisme, mouvement de masse dans les années 70.. La classe ouvrière était en effet péroniste et il existait bien un parti communiste mais il ne représentait que 2 % de l'électorat. Son alliance

⁷²Le Monde 5-6 février 1978, page 4

⁷³L'Humanité, 3 mars 1978.

⁷⁴Archives du COBA, BDIC, Source : F°Δ1831

⁷⁵Le Monde, 30 avril-1 Mai 1978.

⁷⁶Le programme commun de gouvernement de la gauche, propositions socialistes pour l'actualisation, page 120, Flammarion Paris, 1978.

⁷⁷Article de Marek Halter, « Pourquoi l'Argentine ? », 4 février 1978.

en 1945 avec une partie de la droite pour refuser l'expérience péroniste l'avait discréditée aux yeux du monde ouvrier. La violence politique omniprésente à droite et à gauche brouillait les cartes. C'est sans doute pour cela du reste que beaucoup d'argentins crurent en la nouvelle junte.⁷⁸

Dans certains articles de la presse en France (et pas uniquement dans l'Humanité) il est souvent fait référence à la présence de modérés au sein même de la junte en Argentine. Ce fut le cas avec le journaliste Philippe Labreveux qui défendit l'idée de la présence de modérés au sein de la junte en la personne de Videla «*Le chef de l'Etat Videla ne manque pas de bonnes intentions . N'est -t-il pas intervenu personnellement pour faire libérer au mois de juin, 25 réfugiés chiliens séquestrés et torturés et pour faire apparaître, le 31 août les anciens parlementaires radicaux Hipolito Soari Irigoyen et Mario Amaya, disparus le 14 août...*»⁷⁹. Charles Vanhecke dans le Monde en avril 1977 partageait cette analyse et parlait d'une «*Argentine déchirée par des luttes de clans*» et où le général Videla est présenté comme s'opposant aux durs du régime. Cette lecture politique de la situation en Argentine n'est néanmoins pas partagée par tous les journalistes du journal et notamment par Jean Pierre Clerc. Celui-ci du reste fut interdit de territoire dès son arrivée en Argentine pour suivre la Coupe du Monde.

Dans l'Humanité du 29 mai 1978 il fut question du congrès de la Ligue des Droits de l'Homme argentine (LDHA) , congrès qui s'était tenu la veille trois jours après la libération de son président. Répondant aux questions de l'envoyé spécial en Argentine de l' Humanité celui-ci précisa «*J'ai le sentiment que la partie modérée patriote, à l'intérieur du gouvernement obtient quelques succès dans ses tentatives pour assurer à la population l'exercice des ces droits*»⁸⁰. Le simple fait qu'ait pu se tenir un congrès de la LDHA en plein Buenos Aires semble quelque peu surréaliste. Carlos David représentant de cette ligue déclara dans une interview à l'Humanité qu'elle était contre le boycott.⁸¹ Carlos david est présent également lors d'une conférence de presse avec Guy Hermier le 18 mai 1978.⁸² Dans l'Humanité du 26 mai on apprend du reste que Carlos Zamorano vice président de la ligue argentine des droits de l'homme toujours emprisonné, était membre du PCA. Les liens idéologiques entre ces deux organisations semblaient donc importants. On peut supposer que Carlos David interlocuteur privilégié du PCF était également membre du PCA.

Indépendamment de toute appartenance politique l'idée du boycott lancée par le COBA, fait entrer véritablement la question des droits de l'Homme dans le champ du politique.

C'est Marek Halter qui décrit le mieux une nouvelle fois ce qui, pour lui, relevait de l'évidence⁸³

«*Nous avons subi ces dernières années toutes sortes de chantages : politiques, économiques et idéologiques, du fait de gangsters, de groupuscules, de minorités ou d' Etats. Pourquoi ne pas renverser la tendance : à rebours des chantages qui mettent en danger des vies humaines, lançons à l'occasion de la Coupe du Monde de football en Argentine le chantage pour les droits de l'Homme*».

Sans que soient niées les atteintes aux droits de l'Homme, peu nombreux au-delà du COBA furent ceux à gauche à poser réellement la question de l'opportunité politique du boycott. Car pour certains, au contraire, l'événement pouvait servir pour faire parler de la situation des droits de l'homme en Argentine C'est le cas pour la CFDT qui dans un son courrier adressé au COBA le 12 janvier 1978 signé de Jean Bourhis, secrétaire confédéral CFDT, expliquait pourquoi la confédération était contre le boycott.«*La CFDT et ses organisations*

⁷⁸ Richard Gillespi, «*Soldados de Peron Los Montoneraos*», ed Gribaldos, 2ème édition 1998.

⁷⁹Le Monde 7/01/1977 page 2.

⁸⁰L'Humanité, 29 mai 1978, page 6..

⁸¹L'Humanité, 13 avril 1978

⁸² Le Monde , 20 Mai 1978.

⁸³Le Monde 4 février 1978, page 5, rubrique Amériques

profiteront, sous leur responsabilité propre, de cette manifestation sportive pour dénoncer avec plus de rigueur les disparitions, les enlèvements, les tortures, les assassinats et pour affirmer la solidarité de la CFDT et de ses adhérents avec la lutte intérieure et extérieure, de l'opposition syndicale et politique en Argentine pour la liberté, la démocratie, les droits de l'homme. »⁸⁴

C'est un argument aussi utilisé, mais sur le tard, par le PCF. Guy Hermier pour le PCF déclare⁸⁵ en Mai « ...si il y avait eu boycottage et que la Coupe du Monde ait lieu dans un pays de remplacement comme la Hollande par exemple qui parlerait de l'Argentine en France ? ». Le PS par la plume de Francis Pisani ⁸⁶ expliquait dès janvier 1978 « la vraie question qui se pose aujourd'hui est de savoir comment utiliser le Mundial contre la junte ». La position du PS ne cesse d'être ambiguë. A la veille de la cérémonie d'ouverture l'Unité titra finalement « Mundial : démasquer la dictature argentine »⁸⁷.

Toutes ces positions défendent l'idée d'une possibilité d'utiliser l'évènement comme caisse de résonance. Mais personne ne semblait plus se faire d'illusions à quelques semaines de la coupe du Monde quant à la possibilité de collecter des informations sur la situation réelle. Très vite les actions proposées se limitèrent donc à des gestes symboliques pour avoir des nouvelles des 22 français disparus- ce nombre coïncidant avec le nombre de joueurs français qui partirent pour l'Argentine. Dans sa lettre ouverte aux femmes de joueurs de Simone Signoret⁸⁸ demanda à chacun des 22 sélectionnés qu'il « ...apprenne le nom d'un français disparu en Argentine.. » afin de « ...demander là bas ce que ces gens sont devenus... »

Alors que s'approchait la date de la compétition il fut suggéré aux joueurs de mener des actions d'éclats ! Marc Vion universitaire imagina⁸⁹ « et si jamais l'avant centre de Marseille marque le but victorieux en finale ? Qui l'empêche de brandir son poing à toutes les caméras et devenir à jamais « ce formidable Berdoll! ». Le politique se défaussait sur le monde sportif. Il fut question dans la presse d'un brassard noir qui serait porté par les joueurs de l'équipe de France pour jouer contre l'Argentine (mais cela ne se fit pas).

Sur place les responsables de la fédération française de football demandèrent aux autorités des nouvelles des disparus sans parvenir à en obtenir. Finalement ce qui finit par faire scandale ce fut la revendication par les joueurs de pouvoir renégocier le contrat qui les liait avec la société Adidas. Les joueurs jugeaient que la firme pouvait faire un effort supplémentaire à l'occasion de la coupe du monde.⁹⁰

Finalement rien ne fut obtenu par la délégation française. Dominique Rocheteau avoua le 14 juin « on a obtenu quelques informations sur les disparus, mais finalement on a rien pu faire... ».⁹¹ Mais déjà avant le départ certains affichaient leur scepticisme quant au fait de pouvoir faire quelque chose sur place. Maurice Clavel l'affirmait en avril 1978⁹² « ...Ceux là même qui prônent d'aller à cette Coupe du Monde avec réserves, démonstrations, remontrances, savent bien qu'une fois sur place l'ambiance de ces nouveaux jeux du cirque emportera tout : ainsi usent-ils de démagogie politique et d'hypocrisie morale ». Claude Manceron dans le Matin de Paris du 16 Mai 1978, parlait déjà d' « occasion manquée ». « Si elle avait refusé de cautionner par sa présence à Buenos Aires le régime des tortionnaires argentins, elle aurait pu sans tirer un coup de fusil, sans verser une goutte de sang, redevenir

⁸⁴Archives COBA : courrier de Jean Bourhis secrétaire confédéral CFDT adressé au COBA le 12 janvier 1978

⁸⁵ Le Monde, 20 mai 1978.

⁸⁶L'Unité, 27 janvier 1978

⁸⁷ L'Unité, 19 au 25 Mai 1978.

⁸⁸Le Matin de Paris, 16 mai 1978

⁸⁹Le Matin de Paris, 18 Mai 1978

⁹⁰ « On m'appelait l'ange vert », Dominique Rocheteau, 2005, éditions le cherche midi, p 154.

⁹¹L'Humanité, 14 juin 1978.

⁹²Le Monde, 19 avril 1978

la tête chercheuse de la conscience universelle. » Finalement la seule action d'éclat politique outre l'absence de dirigeants occidentaux lors de la finale (à l'exception notable d'Henri Kissinger) fut à mettre au crédit des joueurs hollandais qui refusèrent d'aller serrer la main des dirigeants argentins.

Le boycott de la coupe du Monde ne fut pas la seule initiative de boycott concernant l'Argentine. Un appel au boycott du congrès de cancérologie qui devait se tenir en Argentine en octobre 1978 fut lancé en France par le Professeur Schwarzenberg et 17 personnalités⁹³. Il était précisé dans cet appel « ...*Les prisons et les camps de concentration argentins sont devenus la réincarnation de Nuits et Brouillards ...*». Cet appel se doubla d'une pétition appelée « pétition des 291 » signée par des médecins et chercheurs en cancérologie⁹⁴. Les signataires « ...*refusent de participer ..au XIIème congrès international sur le cancer..et s'engagent aussi à refuser de participer à toute réunion organisée dans des pays soumis à l'oppression policière et où les droits de l'homme sont systématiquement violés* »

Il exista donc un véritable mouvement d'opinion en faveur à l'époque de la mise à l'écart de l'Argentine. Dans le sondage publié par Libération le 31 Mai 1978 25 % des français annonçaient être hostiles au fait que l'Equipe de France aille jouer en Argentine et ce alors que la droite et la gauche institutionnelles n'étaient pas favorables au boycott. Mais c'était la première fois qu'une «*campagne de solidarité quittait le terrain de l'idéologie* ».⁹⁵ C'est peut-être François Gèze qui nous offre la grille de lecture⁹⁶ « *La culture des droits de l'homme était absente de la culture de la gauche traditionnelle. Pour les gauchistes c'était aussi absent...on a changé notre position. En 1972 avec Alain Joxe quand on avait créé le comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien c'était une position hyper politique...Quand on crée en 1975 le Comité de soutien à la lutte du peuple argentin on est toujours soutien à la lutte mais déjà plus révolutionnaire. Quand on crée le COBA on va se limiter à un seul slogan : la torture c'est pas bien. Cela nous a amené moi même y compris, à travailler beaucoup plus qu'on l'avait fait à l'époque, au moment de la répression au Chili, avec les militants des droits de l'homme qu'avec les militants politique argentins....ils étaient pour le boycott* »

La France du programme commun ne s'est pas opposée à la présence de l'équipe de France pour la Coupe du Monde en Argentine en 1978. En étant toujours dans l'opposition parlementaire après les élections de Mars elle n'en avait certes pas politiquement le pouvoir. Mais quand bien même la gauche aurait remporté les élections, l'équipe de France serait allée en Argentine . Le PS avait indiqué en effet qu'il n'empêcherait pas la participation de l'Equipe de France de Football même si il remportait les élections. Les élections perdues, l'électoratisme ne constituait donc plus une « excuse ». L'histoire, sans se répéter n'est pas nouvelle . Les jeux olympiques de Berlin sont souvent cités en référence en ce qui concerne l'utilisation par les dictatures des événements sportifs. Or on est plutôt surpris en lisant la presse de l'époque de constater à quel point tout ou presque concernant la répression d'alors était mentionnée et à quel point les relations militaires entre la France et l'Argentine était connues. Relations militaires qui ne se limitaient pas à des ventes d'armes. Malgré tout la gauche ne s'opposa pas au départ de l'Equipe de France et indiqua qu'il allait être possible de faire quelque chose sur place.

⁹³Le Monde, 3 Mai 1978

⁹⁴Le Monde, 3 mai 1978.

⁹⁵Libération, 31 Mai 1978

⁹⁶Interview du 4 décembre 2007

Concernant le boycott, la question des droits de l'Homme n'a donc pas été pensée par la gauche d'alors en terme de positionnement politique dans le cadre d'une dépolitisation des droits internationaux. Le PCF s'est aligné sur les positions du PCA. Le PS n'est pas parvenu à dépolitiser cette question du boycott pour faire rentrer la question des droits de l'Homme dans le champ du politique. Il s'agit donc au bout du compte de l'histoire d'une rencontre qui n'a pas eu lieu entre, la gauche du programme commun, et la question des droits de l'homme et du droit international. Il s'agissait pourtant de l'Amérique du Sud, territoire chère à la gauche française. Les hommes politiques de gauche battus en mars 1978, qui n'appelèrent pas au boycott, parvinrent au pouvoir seulement trois ans plus tard et jouèrent donc un rôle de premier plan sur la scène internationale.